

YONNE mémoire

/ Bulletin de l'Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne /

numéro

36

/ novembre 2016 / 4€ / ISSN1620-1299 /

Sommaire

MÉMOIRES DE RÉSISTANT

Le journal inédit du résistant
toucycois Robert Genet.

Une précieuse contribution
à l'histoire de la Résistance.

par FRÉDÉRIC GAND • 2

LIRE

*Histoire du sabotage.
De la CGT à la Résistance*
de Sébastien Albertelli.

par JOËL DROGLAND • 13

L'ÉVÉNEMENT

Une randonnée dans l'histoire.
Maquis 44, saison 4!

par THIERRY ROBLIN • 15

MÉMOIRES DE RÉSISTANT

N° 2136 SÉRIE : B
PRÉFECTURE DE L'AUBE

CARTE D'IDENTITÉ

Nom : *Billard*
Prénoms : *Jean Ernest*
Né le *11 Décembre 1912*
à *Coucy*
Département
de L'Yonne
Nationalité : Française
Domicile : *Nogent Seine*
Rue des Bons n°11
Profession : *Coiffeur*

Signalement :

Date : *1969*
Cheveux : *bruns*
Moustache : *brune*
Yeux : *marrons*
Signes particuliers : *néant* Teint : *clair*

Nez : *ordinaire*
Forme générale
du visage : *ronde*

les deux premiers modèles ci-dessous (les originaux ayant été saisis par
les murs de Nevers et La Chaux les 14 Juillet et 11 Novembre 1942, la
faillis me faire prendre par les... la nuit du 30 Avril 1944
En outre nous imprimons... (journal...
L'Emancipateur) des tracts (tout... Staligrad

ROBERT GENET

LE JOURNAL INÉDIT D'UN RÉSISTANT TOUCYCOIS

ARORY

• Association pour la Recherche sur
l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne •

Yonne mémoire 40/44 / Bulletin de l'Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne /
Directeur de publication : C. Delasselle / Rédacteur en chef : C. Delasselle / Iconographie : Arory / Coordination : T. Roblin /
Graphisme et réalisation : F. Joffre / Arory, 2016 / Photos : D.R. / Site internet : www.arory.com / e-mail : arory.doc@wanadoo.fr /
Centre de documentation : 15 bis, rue de la Tour d'Auvergne - 89000 Auxerre / Couverture : document Arory /

Le journal inédit du résistant toucycois Robert Genet

Une précieuse contribution à l'histoire de la Résistance

- par FRÉDÉRIC GAND -

Robert Genet, né le 17 avril 1913, est issu d'une famille de Toucy dont le père, Émile, est un propriétaire influent. André, son frère aîné, travaille avec son père dans le négoce en bestiaux. À la déclaration de guerre, Robert est à Nevers où il travaille au Service des voies de la SNCF. Les deux frères sont mobilisés et reviennent vite à la vie civile. Robert entre précocement en résistance et suit un parcours mouvementé qui le conduit, de la Nièvre à l'Yonne, à multiplier les tâches et les responsabilités dans l'organisation communiste.

La découverte récente de son journal, après 70 ans de silence, nous apprend qu'il a également joué un véritable rôle dans notre département. Jusqu'alors et aux yeux des résistants locaux, il était seulement identifié comme un résistant nivernais. Son action dans l'Yonne reste donc largement ignorée. Après 1945, il entame une carrière militaire qui l'éloigne de la France. Devenu capitaine dans la Légion étrangère, il est mort dans les Aurès au début de la guerre d'Algérie, le 24 novembre 1955. Le journal qu'il laisse est donc posthume ; il constitue une nouvelle source d'informations sur la résistance locale et soulève un certain nombre de questions. Il revient à l'historien de faire la critique de ce document et de faire état des débats qu'il soulève¹.

PARTIE 1.

Robert Genet par lui-même

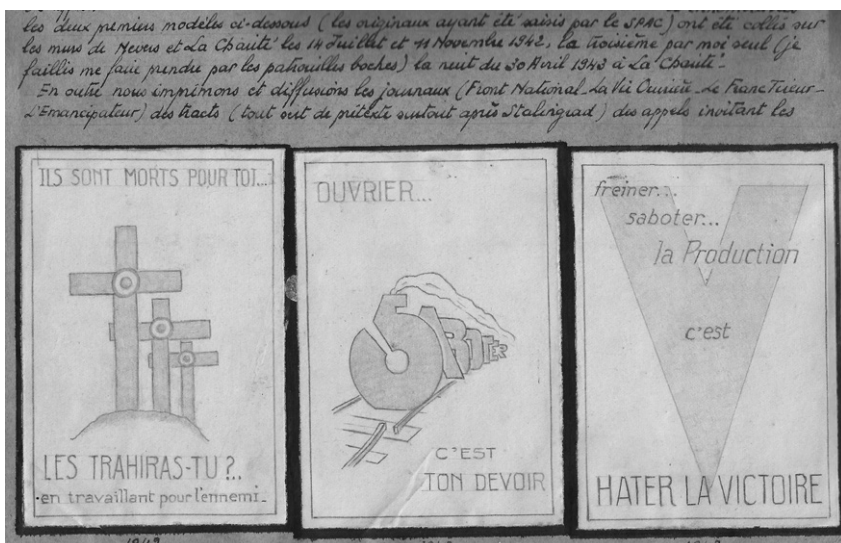
Une rapide ascension dans la résistance nivernaise (juillet 1941 - octobre 1943)

Ce journal retrace précisément l'itinéraire de Robert et en rappelle les étapes. En juillet 1941, récemment installé à La Charité-sur-Loire, Robert intègre le groupe communiste « Morizet », diffusant la propagande communiste contre Vichy et l'Occupant allemand. Les journaux proviennent de Paris ou sont tirés à la ronéo chez Barbier², à partir des originaux de Nevers. Mais Morizet, Bouy et d'autres membres du groupe sont arrêtés en possession de tracts. Ils seront fusillés à Dijon le 23 janvier 1942, dans le cadre de la politique des otages. Robert juge alors plus prudent de regagner Nevers où il prend contact, plusieurs mois après, avec quelques membres des Jeunesses communistes. Un groupe de cinq se constitue sous l'autorité de Pouget³ et avec Gustave Elloy dont Robert dit qu'« *il fut un des pionniers et peut-être le promoteur de la résistance à Nevers.* » C'est alors que se constitue, dans la Nièvre, le Front patriotique de la Jeunesse,



Robert Genet (arch. privées de Mme Prévotat).

succédant aux Jeunesses communistes et lancé en même temps que le Front national. Robert y devient « Roger » et s'évertue à améliorer le travail de propagande. Il vole du papier à la SNCF, réalise des affiches, actionne l'imprimerie clandestine (ronéos et machines à écrire) et diffuse



Affiches de propagande dessinées par Robert Genet [arch. privées de Mme Prévotat].

Il vole du papier à la SNCF, réalise des affiches, actionne l'imprimerie clandestine (ronéos et machines à écrire) et diffuse la nuit tracts et journaux.

la nuit tracts et journaux. Les nombreuses arrestations de l'automne 1942 accélèrent l'accès de Robert à des postes de responsabilité. En septembre, il est nommé à la tête du groupe « Pouget », qui s'est fait rétrograder. Il devient ensuite l'adjoint de l'interrégional « Roland⁴ » qu'il remplace après son arrestation. Mais Robert écrit : « *Le poste me déplaît. Je m'intéresse déjà aux premiers exploits des Francs Tireurs et Partisans de Jacky* », c'est-à-dire Jacky Duprilot⁵. En février 1943, il abandonne son poste d'interrégional du Front patriotique de la jeunesse et signe son engagement FTP. Sans entrer dans la clandestinité, il monte le corps franc « Bouy-Morizet », qui affiche rapidement un palmarès spectaculaire : « *L'action de ce groupe fut retentissante : 13 déraillements de trains de munitions et de ravitaillement allemands (les plus célèbres sont ceux de la tranchée de Tronsanges et de Munot et celui de La Charité, réalisé un dimanche à midi, à 800 m de la gare, et qui culbuta un train d'ambulances et de munitions boches) ; sabotage de lignes de télécommunications Paris-Vichy ; destruction de pylônes et rupture de câbles ; neutralisation de batteuses. Récupération d'une tonne cinq d'armes ; Propagande patriotique* ».

Dans le secteur Nevers-La Charité, la multiplication des sabotages – réalisés également par d'autres groupes FTP⁶ que celui de Robert – déclenche une forte répression. Le SRMAN (Service de répression des menées antinationales), l'ancien SPAC⁷ (Service de police anti-communiste), multiplie les arrestations dans le centre de la France et décapite les états-majors départementaux et régionaux communistes⁸.

En juillet 1943, l'état-major FTP réagit en plaçant le jeune Roland Champenier à la tête des FTP de la Nièvre (CER, commissaire aux effectifs régionaux), tandis que le 10 juillet Robert est nommé commissaire technique interrégional (CTIR) dans l'interrégion Orléans-Bourges-Nevers. Robert doit entrer en clandestinité et s'installer à Bourges avec ses deux collègues du triangle et notamment Lepetit (« René »), le commissaire aux effectifs interrégionaux (CEIR).

Le 15 septembre 1943, à Nevers, le trio élabore un ingénieux plan de sabotage, « *Plan d'opérations sur Moret-Roanne et*

Nevers-Chagny », prévoyant l'existence de petits groupes mobiles et cloisonnés, disposant de nombreuses caches de matériel situées le long des voies. Il ne verra pas le jour car un vaste coup de filet s'abat sur plusieurs départements. Robert est arrêté le 1^{er} octobre 1943, ainsi qu'une vingtaine d'autres résistants. À l'École normale de Nevers, ils sont atrocement torturés, à coups de nerf de bœuf par les hommes du SPAC et sont promis à une exécution allemande. Mais une série de complicités locales permet leur transfert à l'hôpital de Nevers, d'où ils s'échappent grâce à un audacieux coup de main.

Une cavale de trois mois, entre Cher et Nièvre (novembre 1943 - janvier 1944)

Le 5 novembre 1943, Roland Champenier les fait évader de l'hôpital. Robert et ses six compagnons⁹ s'échappent en camionnette et rejoignent le maquis Candré situé dans le Cher, dans la région de Beffes, non loin de la forêt d'Aubigny. Le chef, Champenier, y a regroupé une vingtaine d'hommes, rescapés pour la plupart des arrestations de l'été. Robert, qui passe sous les ordres du jeune homme, y poursuit ses actions de résistance.

Ainsi la célébration du 11 novembre 1943 est-elle l'occasion d'une diffusion nocturne de 3 000 tracts et journaux dans les localités du secteur de Marseille-lès-Aubigny, y compris à l'usine de Beffes. Des drapeaux ou gerbes tricolores sont distribués, hissés sur le fronton de l'église d'Argenvières ou déposés sur les monuments aux morts. Cette manifestation patriotique ne passe pas inaperçue ; le 20 novembre 1943, le maquis échappe de justesse à l'attaque combinée de gendarmes (GMR) et de soldats allemands.

La survie du maquis semble compromise par la menace policière et la rigueur de l'hiver. Le 22 novembre, Champenier opte pour un retour provisoire à la légalité et décrète une scission du maquis¹⁰. Robert quitte le Cher pour la Nièvre, franchissant la Loire à la tête d'une dizaine de maquisards. Jusqu'à la fin de l'année 1943, le groupe survit très difficilement, au prix d'une cavale éprouvante, dans la région comprise entre La Charité, Prémery et Nevers. Sans sou-

MÉMOIRES DE RÉSISTANT

tien local et dépourvus de toute logistique, les maquisards connaissent l'errance d'une planque à l'autre. La faim et le froid les poussent à des opérations périlleuses (confiscation de tickets de mairies et rançonnement de collaborateurs) qui attirent sur eux les forces de police et les obligent à des décrochages précipités. Le groupe se délite et s'affaiblit. Robert décide alors de solliciter l'aide de sa famille.

L'entraide familiale dans la Résistance et le retour dans l'Yonne (novembre-décembre 1943)

Après une lettre envoyée à sa famille le 25 novembre, Robert entreprend deux voyages dans l'Yonne, avant la fin de l'année 1943. Le premier rendez-vous est fixé à la métairie familiale de Châtre, à Moulins-sur-Ouanne. Le 27 novembre, Robert quitte la gare de La Charité en compagnie de Mme Merlot, son agent de liaison et de Raveau (« Bob »). Après une étape à Mézilles puis à Toucy, chez le cantonnier Pierre (membre du mouvement « Résistance »), Robert retrouve les siens. Robert découvre à cette occasion que son frère André est, lui aussi, entré dans la Résistance.

À l'été 1943, il s'est rapproché de Félix François qui anime un petit groupe local affilié au mouvement « Résistance », une organisation implantée à Auxerre et en Puisaye. Le 5 octobre 1943, Félix François est prévenu par la gendarmerie de son arrestation prochaine mais ne peut y échapper, tout comme ses compagnons Jacques Bombert et Raymond Pesant¹¹.

Après le démantèlement du groupe de Félix François, Bernard Moreau reprend la responsabilité du secteur Toucy-Charny et nomme André Genet (« Michel ») à la place de Félix François.

Avec son adjoint Thomas, « Michel » reforme un groupe, composé par Pierre, Taupin et Villeboeuf. Il est aussi chargé de trouver des planques pour les nombreux réfractaires au STO présents dans la région, d'organiser leur ravitaillement et de recruter des sédentaires pour préparer



Robert, André et son épouse (arch. privées de Mme Prévotat).

la lutte armée finale¹². Avec le soutien de leur père Émile, qui bénéficie de la complicité de la gendarmerie locale, les deux hommes établissent des planques à Saint-Privé.

L'Yonne, une base pour poursuivre l'action résistante (janvier - avril 1944)

À la mi-janvier 1944, à Nevers, Robert est nommé au poste de Commissaire aux opérations militaires (COIR), au sein du triangle de direction FTP de la 21^e Interrégion¹³, centrée sur la Bourgogne et traversée par la ligne du PLM. Le subdivisionnaire lui accorde un délai pour mettre ses camarades à l'abri dans l'Yonne : « *Il fut convenu que le « sub » redescendrait à Nevers avant fin janvier et m'emmènerait ; je n'avais qu'à me tenir prêt. Par avance, je lui remis mon engagement d'honneur de COIR. (...) Le jour-même à Paris, dans le métro, il se faisait « piquer » par la Gestapo, pour avoir mal camouflé ses « rencarts » dans un journal plié. (...) Le contact était coupé pour un temps imprévisible. Avidé d'action, je décidai, en attendant de « raccrocher », de demeurer avec mon groupe dans l'Yonne.* »

Le 17 janvier 1944, Robert investit les planques de Saint-Privé et reprend une véritable activité résistante, conduite à la

« Il fut convenu que le « sub » redescendrait à Nevers avant fin janvier et m'emmènerait ; je n'avais qu'à me tenir prêt. Par avance, je lui remis mon engagement d'honneur de COIR. (...) Le jour-même à Paris, dans le métro, il se faisait « piquer » par la Gestapo... »

charnière de trois départements (Loiret, Nièvre et Puisaye icaunaise) et sur un axe Bléneau-Cosne-Sancerre. Appuyé sur sa base arrière de Saint-Privé, il redouble de prudence, menant des opérations espacées dans le temps et éloignées géographiquement les unes des autres. Il diffuse la presse résistante dans son secteur mais programme aussi des sabotages éloignés, comme le déraillement de Tracy-Sancerre, le 11 février 1944 : « *Le 11 février nous fîmes un déraillement à Tracy-Sancerre. Pour cela nous effectuâmes 100 km en vélo par une tempête de neige qui, commencée le 10 au soir, ne s'arrêta que le surlendemain. Il fallut porter les vélos comme des fardeaux et marcher toute la nuit et la journée suivante. Les clés à boulon n'étant pas d'un calibre adéquat, on dut opérer par éventration et détirefonner deux longueurs de voie, ce qui nous retint plus de deux heures sur le ballast et nous fit accrocher une patrouille. Résultat : un plein train de chevaux réquisitionnés qui remontait vers l'Allemagne s'écrasa dans la tranchée ; deux convoyeurs boches furent tués. La police en traction qui pista nos traces dans la neige s'égara dans les villages qui s'égrenaient sur un tel itinéraire. (...) Vers le milieu de mars, un autre déraillement, celui-là réalisé près de la Celle-sur-Loire (Nièvre). Comme la première fois, l'opération fut effectuée par déboulonnage et ce fut, comme il nous était annoncé, un train de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme qui fit les frais de notre travail.* »

Au début d'avril 1944, Robert, épuisé par ces années de

clandestinité, est en très mauvais état de santé. Il souffre à la fois d'une furonculose et de la gale. Son père le rapatrie de Saint-Privé à la métairie familiale de Châtre où il reçoit des soins. Ragout (« Dédé ») reprend le commandement du groupe. Robert se rétablit rapidement et peut se rendre à une réunion du Comité militaire national des FTP à Paris. Le 15 avril 1944, il y est confirmé à son poste de Commissaire aux opérations mais il est muté à la 19^e interrégion (Nancy) : « *Nous devions partir le surlendemain pour Nancy. Au petit jour nous quittâmes Sartrouville et fîmes escale au Pecq où je retrouvai quelques camarades, notamment Lepetit (« René »). (...) Nous convînmes d'un rencart Porte d'Italie avec deux raccrochages au même endroit. J'attendis le lendemain avec Guipied. Ce fut en vain. (...) Furieux, je repris le train pour l'Yonne.* »

Le Toucycois, une aubaine pour armer la résistance FTP (avril – septembre 1944)

À son retour dans sa nouvelle planque de Châtre, Robert découvre qu'il est placé au cœur du secteur d'implantation de l'état-major FFI de l'Yonne, qui s'installe au printemps 1944 dans la région de Toucy. Il noue, par le biais de son père et de son frère, des contacts avec les membres de l'état-major du National Maquis.

Après les arrestations qui ont décapité le mouvement « Résistance », André Genet a en effet poursuivi son action au sein du Service national Maquis qui a succédé au mouvement « Résistance », prospectant des terrains de parachutages et hébergeant des réfractaires. Bernard Moreau, qui accueille les hauts responsables, les dirige chez Émile Genet. André rencontre ainsi le responsable départemental du National Maquis, Olivier Ancel (« Félicien ») qui arrive le premier à Toucy au mois d'avril 1944, installant d'abord son PC chez Genet à Toucy puis à Lalande, au hameau de Saint-Marcel. Il devient alors le voisin de Robert, basé à Châtre.

Cette proximité n'est pas seulement géographique mais elle est aussi « politique » puisque « Félicien » est un résistant communiste de l'Aube. Robert rencontre ainsi les différents contacts de « Félicien » : Bernard Cunin (« Georges »), son adjoint, et Nicolas Solivellas (« Defoé »), responsable interrégional du National Maquis, inspectant et finançant les maquis, notamment de l'Yonne (dans la sous-région P3 : Aube, Nièvre, Yonne), sous l'autorité du délégué militaire de la zone nord, André Rondenay (« Jarry »).

Robert rencontre ensuite les chefs successifs de l'état-major FFI, Marcel Choupot (« Chollet ») puis Adrien Sadoul (« Chevrier »), d'abord hébergés chez les parents Genet avant de gagner, l'un la ferme de Beaurin et l'autre le château du Bréau. Depuis la première réunion de l'état-major FFI, tenue le 9 mai 1944 à Toucy, André est d'ailleurs devenu l'adjoint de « Chollet » et est chargé du commandement du secteur toucycois de la Puisaye : « *Félicien, qui me fut présenté par mon frère (lui-même chef de secteur), venait d'être investi par Paris au titre de départemental ; c'était un ancien membre du Front national¹⁴, chassé de l'Aube à la suite de coups durs avec la milice. (...) Je m'offris pour assurer la liaison FTP-FFI. Félicien établit son PC à Toucy, chez mes*

parents. (...) Peu de temps après apparurent les commandants Chevrier et Chollet qui devaient se succéder comme départementaux. Chevrier s'installa au château du Bréau ; Chollet, dont Félicien devint l'adjoint, prospecta en moto les groupes de l'Yonne. (...) C'était une situation profitable et qui s'améliora encore lorsque Max et Allard¹⁵, ayant découvert un cantonnement dans une ferme à Saint-Marcel, j'eus la possibilité d'y retrouver en permanence Félicien et ses nouveaux adjoints : Slim, Titin, Jacques, Dédé¹⁶. »

En mai 1944, le PC de l'état-major FFI s'installe au Petit-Sauilly, encore plus près de chez Robert que ne l'était le PC de « Félicien », où se retrouvent les responsables de plusieurs organisations : Rondenay, « Romain », Choupot... À l'approche du Débarquement, Robert, bien introduit au PC de Saint-Marcel, discute en voisin de la stratégie de la Libération et des plans (Vert, Bleu...) à lancer dès le 6 juin. Au matin du 6 juin, il enrage de ne pouvoir participer aux opérations de « libération anticipée » lancées par le Parti communiste et retrouve à pied « Félicien » à Étais-la-Sauvin¹⁷.

Robert se fixe alors pour objectif, en accord avec sa hiérarchie, d'armer la résistance communiste et de lui faire jouer un rôle majeur dans la libération du département.

La lutte armée de l'été ne se fait pas sans arrière-pensées politiques. Robert obtient de Sadoul le droit de représenter les FTP à l'état-major FFI. La rencontre a lieu à la fin de juillet au maquis de Merry-Vaux. Sadoul s'y révèle distant et lui refuse toute aide militaire. Robert parvient toutefois à décrocher au moins deux parachutages, l'un pour des maquis nivernais, l'autre pour la compagnie Dumont, à Volvent près de Diges. Il y réussit grâce à une liaison avec le délégué militaire régional André Rondenay, parfois présent à l'état-major FFI de l'Yonne : « *Jarry, Romain dispensateur de parachutages¹⁸, Crespin¹⁹, Georges, Choupot. (...) Les parachutages : c'était ma tâche essentielle. C'est à cause d'elle que j'étais resté dans le département de l'Yonne. À l'état-major FFI, la présence sporadique de Jarry et Romain m'aplanissait sérieusement le terrain. Jarry, bâtisseur du bloc Morvan, accepta d'armer les FTP (...) ; il me demanda de lui fournir les coordonnées des terrains à parachutage et de lui passer un BOA [spécialiste des parachutages]. (...) Ce fut un jeune communiste Jacques surnommé « Négus » qui assumait cette fonction. Muni des coordonnées des terrains de Donzy, Prémery et Guérigny, je l'emmenai à Jarry qui le conduisit lui-même à Paris. Quelques jours plus tard les parachutages se faisaient pour les FTP de la Nièvre. (...) Sans perdre de temps, je me tournai vers l'Yonne. Je cherchai des terrains (...) et en fournis moi-même les coordonnées. Ayant alors avisé Max et Yvon (le nouveau commandant FTP de l'Yonne), je fis par cinq avions pleuvoir à Volvent des armes pour mes camarades. »*

« Je cherchai des terrains (...) et en fournis moi-même les coordonnées. Ayant alors avisé Max et Yvon (le nouveau commandant FTP de l'Yonne), je fis par cinq avions pleuvoir à Volvent des armes pour mes camarades. »

Robert agit parallèlement au niveau local pour mettre sur pied une compagnie FTP modèle, s'appuyant sur les groupes de Marcel Chavanne (« Martial ») à Diges, de Robert Armand à Moulins-sur-Ouanne et de Guérinot à Dracy. Il conduit plusieurs actions de guérilla contre les Allemands et les collaborateurs, allant de la démission forcée des maires de Coulangeron et Toucy à l'exécution de traîtres²⁰. À l'aide de cette compagnie, il entend faire pression sur l'état-major FFI pour favoriser la résistance FTP (armes, plan de libération...).

Mais il est marginalisé par Sadoul qui lui bloque tout parachutage. À l'approche de la Libération, il entend prendre sa revanche en faisant libérer Toucy par un groupe FTP. Le 20 août 1944 au matin, au départ du château d'Arthé, où Robert a fait rassembler ses hommes la veille au soir, la compagnie Dumont se met en marche pour libérer Toucy. Le commandant Genet installe son PC à l'hôtel de ville, emprisonne les collaborateurs et fait contrôler les routes. Mais il réalise vite qu'il manque d'effectifs pour contrôler tous les accès de la ville qu'il expose au risque de représailles allemandes. Dans l'après-midi du 21, alors qu'Auxerre n'est pas encore libérée, il reçoit la visite courroucée de Sadoul qui lui ordonne de quitter Toucy. La direction FTP de l'Yonne lui manifeste son soutien mais l'incite aussi à partir. Robert est déjugé et quitte la scène toucycoise. Deux jours plus tard, le 23 août, le lieutenant Dupont (« Gapeau »), un adjoint de Sadoul, lui ordonne de réoccuper Toucy à la nuit. À la veille de la libération d'Auxerre, l'objectif est de sécuriser cet axe à l'aide de barrages placés sur la RN5. Au matin du 24 août, plusieurs détachements du National Maquis font leur entrée dans le chef-lieu du département. André entre à Auxerre aux côtés de Guy de Kergommeaux, le chef du maquis de Merry-Vaux. Robert abandonne alors au commandant « Yvon²¹» son poste de chargé de mission FTP à l'état-major FFI, basé à Auxerre, puis gagne Sens où il est nommé commandant d'armes pour quelques jours.

PARTIE 2.

Un journal inédit et posthume : un apport historique indéniable

Un album-mémoire

Le parcours de Robert Genet, évoqué dans cette première partie, se fonde évidemment sur un récit autobiographique que l'historien se doit d'analyser. Le journal²² est un manuscrit composé d'après un plan chronologique mais comporte des entrées thématiques qui ne peuvent éviter des retours en arrière et certaines répétitions. Plusieurs indices concordants plaident pour une rédaction entreprise dans les premières années d'après guerre, probablement entre 1945 et 1946. Plusieurs documents illustrant le texte sont datés de l'année 1945 (lettres et coupures de presse) et certains passages du journal s'inspirent d'un autre texte, plus court, qu'il a rédigé en 1945 à Cognac et qu'il a intitulé *Un an avec les partisans nivernais*²³. Dans son journal, Robert a intercalé au texte des documents d'époque (tracts, lettres,

Il conduit plusieurs actions de guérilla contre les Allemands et les collaborateurs, allant de la démission forcée des maires de Coulangeron et Toucy à l'exécution de traîtres.

photos, articles de presse...) et des productions pédagogiques (cartes, croquis, dessins ou schémas) qui sont repliées et insérées comme les photos d'un album photographique. C'est donc un document riche mais fragile et qui n'est pas publiable en l'état. Robert l'a-t-il souhaité ? C'est peu probable sous cette forme. Il s'agit sans doute d'un album-mémoire que Robert a rédigé pour fixer ses souvenirs. En 1945, Robert a d'ailleurs cherché à faire publier une partie de ses souvenirs. Quelques textes courts sont parus dans la presse nivernaise (*Le Patriote de Nevers*) tandis qu'il songeait à faire publier un récit plus élaboré, *Un an avec les partisans nivernais* qu'il avait fait lire à son entourage. Il n'est pas impossible qu'il ait eu le projet d'une édition ultérieure de ses mémoires.

Défendre l'idéal et l'honneur de la Résistance

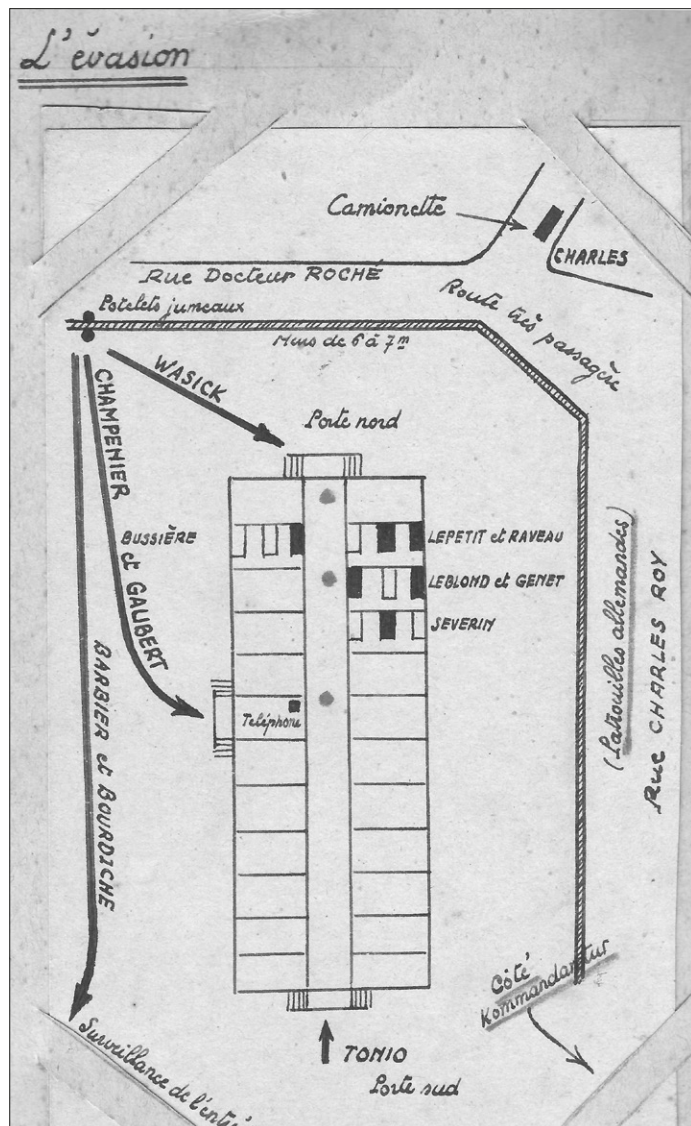
Dans l'immédiat après-guerre et dans son contexte d'épuration, Robert a obéi à plusieurs motivations. Il a très mal vécu les accusations portées contre les résistants en général et contre les FTP en particulier quand beaucoup d'autres Français, moins patriotes, n'étaient pas inquiétés. Son journal est déjà un plaidoyer pour la Résistance et son idéal patriotique. Il y rappelle son combat pour défendre la liberté contre un régime d'oppression, sans oublier d'en rappeler le prix, notamment celui d'un profond traumatisme personnel. Il écrit au sujet de son arrestation à Nevers : « *C'est le 1^{er} octobre 1943, vers 10 heures du matin que deux inspecteurs de police se présentèrent en gare de Nevers, au bureau du service de la voie où je travaillais. (...) On me poussa dans une traction où deux acolytes attendaient sur le siège avant, revolver au poing. (...) On me conduisit au deuxième étage de l'École normale dans une sorte de bureau. (...)*

Après les interrogatoires et la fouille préliminaire, se basant seulement sur des présomptions, ces messieurs, sous les yeux de Dumontel, le patron, arrachèrent leur vestes, retroussèrent leurs manches et commencèrent un passage à tabac effréné (...) Après une demi-heure (...) lorsque tout le visage fut tuméfié et saignant et que mes jambes menacèrent de lâcher, je compris à la vue d'un nerf de bœuf énorme et maculé de sang que je n'avais encore participé qu'à une mise en train. (...) Une table était au milieu. On me fit coucher dessus, les poignets pris dans les étaux, les jambes maintenues solidement et le supplice commença. (...). Pour mieux asséner leurs coups, les bourreaux tenaient l'extrémité de la lanière à deux mains et se renversaient en arrière, dans la position du bûcheron qui fend une coque. Rapidement la torture devint atroce.

Les cris sourds se changèrent en hurlements qui, transperçant les murs, allèrent terroriser les passants et les gendarmes du boulevard. (...) Si entre deux séances de torture, je ne me

suis pas jeté de la fenêtre en bas, je le dois aux menottes qui enserraient mes poignets. Jamais, même les boches, ne firent pire que ces brutes qui se disent des Français ! »

Robert, qui consacre plusieurs fiches sur le procès des policiers du SPAC, rappelle qu'il y déposa en tant que témoin, sur convocation du juge d'instruction²⁴. Son journal rend aussi hommage aux nombreuses personnes qui favorisèrent l'évasion de l'hôpital de Nevers. Sans elles, la Résistance n'aurait pu réussir.



Plan de l'évasion de l'hôpital de Nevers, 5 novembre 1943 (arch. privées de Mme Prévotat).

Contre la figure du résistant criminel ou « terroriste », pour reprendre la terminologie de la propagande vichysto-allemande, Robert s'efforce de justifier ses actions et rappelle inlassablement son exemplarité et sa probité. Après son évasion de l'hôpital de Nevers, sauvé du peloton d'exécution, il explique qu'il a tenté à son tour de faire évader de la prison de Bourges plusieurs résistants condamnés à mort. Son récit titré *Tentative d'attaque du Bordio* en rend compte : « Roland me prit à part et m'expliqua : (...) jeudi,

cinq responsables FTP du Cher, « cinq durs » seraient fusillés à Bourges. (...) Nous avions quatre jours devant nous. Champenier ne perdit pas une minute : il emprunta une camionnette (...) rassembla tous les vélos disponibles et sonna le rappel de tous les copains. (...). Le mardi après-midi, jour prévu pour l'attaque, nous étions une bonne trentaine chez la grand-mère à Roland. (...) Pour faire ouvrir les portes de la prison, le stratagème était celui de policiers qui amènent un prisonnier. Roland et Michel faisaient les policiers, un camarade jouait le rôle du détenu. Il n'y eut pas besoin de monter cette comédie. À 150 m du Bordio, des rafales de balles nous reçurent. Nous étions éventés. La chasse s'organisa. Les camarades s'enfuirent par des petites rues. »

En tant que chef de groupe, Robert se doit aussi de montrer l'exemple : « La dernière expédition en Puisaye date des derniers jours de mars 44. (...) Ayant contacté, quelques jours plus tôt, un camarade instituteur d'Annay qui m'avait offert des armes et des tickets, je décidai un matin de lui rendre visite. (...) La neige fit brusquement son apparition et tomba avec une telle intensité qu'il ne fut bientôt plus possible de circuler en bicyclette. (...) Mais j'étais entêté et je voulais aussi « payer d'exemple. » (...) Je partis donc à pied à 2h de l'après-midi. (...) Vers 11 heures seulement et complètement exténué, je frappais à la porte du « pédago » d'Annay qui m'ouvrit et me remit ce qu'il m'avait promis. (...) Je repartis, mort de fatigue. Il faisait un noir d'encre. (...) Je trébuchai et tombai dans des fossés. (...) Au matin enfin, le ventre creux (je suçais de la neige), j'arrivai au terme de mon expédition et m'écrulai sur une botte de paille dans l'écurie de Monsieur Sadler aux Goûts. »

Robert tient également à défendre la mémoire des morts. Après la disparition brutale de son frère André en 1945²⁵, il lui consacre un second journal, de conception identique au sien. Robert y a collecté les documents portant sur son action résistante, qu'il a sobrement mais utilement commentés dans une vingtaine de fiches²⁶. Sans titre, ce journal qui est un hommage à André est à rapprocher du texte de Cognac, autre hommage accordé à Roland Champenier.

Dépeindre la clandestinité et le climat de guerre civile

Le journal de Robert est aussi une plongée dans le quotidien des résistants. Écrit à chaud et sans fard, juste au lendemain de la guerre, il y décrit clairement la clandestinité. La vie résistante est souvent synonyme de survie. Le journal expose avec soin les moyens utilisés pour échapper à une arrestation. Marqué par sa séance de torture, Robert était devenu très méticuleux et attentif aux consignes de sécurité. Ainsi apprend-on dans son journal qu'il dispose d'un fichier de personnalités hostiles à la Résistance, qu'il modifie régulièrement son apparence, son nom, sa carte d'identité ou qu'il écrit de faux certificats de travail et de fausses lettres, dans lesquelles il mélange le vrai et le faux.

Face aux dénonciations et à l'efficacité croissante des services de police, Robert et ses maquisards doivent être intraitables pour survivre. Quelques jours avant de faire évader Robert, Champenier a arrêté un agent d'assurance qui se prétend résistant et qui rôde autour du maquis Candré.

MÉMOIRES DE RÉSISTANT

On trouve sur lui des documents écrits en allemand (cartes et journaux, imprimés de la *Kommandantur* de Bourges), une esquisse de l'emplacement du maquis et surtout deux photos de FTP, Roy (« Tonio ») et Fernandez (« Bacchus »)²⁷.

« Le 5 novembre, soir de notre évasion, je fis connaissance avec ce traître. Je fus effrayé par l'imprudenc e de conserver un tel otage. Je pressai Roland d'en finir. Le 6 novembre au matin, le prisonnier comparut en conseil de guerre. (...) Il ne put que se contredire, bafouiller et s'enfermer mais n'avoua rien. Condamné à mort, il fut exécuté en forêt d'Aubigny, le 6 novembre 1943 au soir. »

« (...)L'inévitable arriva le 20 novembre 1943. Par bonheur notre poste de surveillance fonctionnait et nous fûmes avertis sur l'heure. Nous sautâmes sur nos armes et filèrent à toute vitesse...»

Par la suite, Robert, qui est l'objet d'un mandat d'arrêt, vit le quotidien d'un maquis traqué et en insécurité permanente. « Après l'exécution du traître il avait fallu quitter la planque de Beffes. Nous logeâmes quelques jours chez l'habitant : grand-mère de Roland, fermier de Marseille et de Beffes, médecin d'Argenvières. (...) Au bout de huit jours tous les gens du Val de Loire savaient que nous étions là. Une vingtaine de jeunes gens, avides de ravitaillement, prêts à tous les coups durs et à tous les coups de feu ne pouvaient pas passer inaperçus (...). L'inévitable arriva le 20 novembre 1943 (...) Par bonheur notre poste de surveillance fonctionnait et nous fûmes avertis sur l'heure (...). Nous sautâmes sur nos armes et filèrent à toute vitesse.»

Le groupe de Robert qui doit fuir à travers la Nièvre échoue à Prunevaux, dans le Morvan : « Le surlendemain, j'ordonnai de décrocher. (...) Par un hardi coup de main, nous piquâmes

cinq vélos boches en gare de La Charité et fin novembre nous fîmes les tickets de Murlin. Avec une fraction de tabac saisie à Raveau chez un collabo, nous avions une monnaie d'échange pour manger. Mais ces allées et venues furent vite remarquées. (...) Le 1^{er} décembre contre 50 paquets de cigarettes, Max de l'AS (Armée secrète) nous troqua sa camionnette et nous conduisit en plein Morvan, à Prunevaux, dans une maison vide qui était la propriété de notre camarade Bar. (...) Comme en forêt de Bertranges, ce fut tout de suite la misère et une telle famine que nous restâmes jusqu'à cinq jours sans manger. »

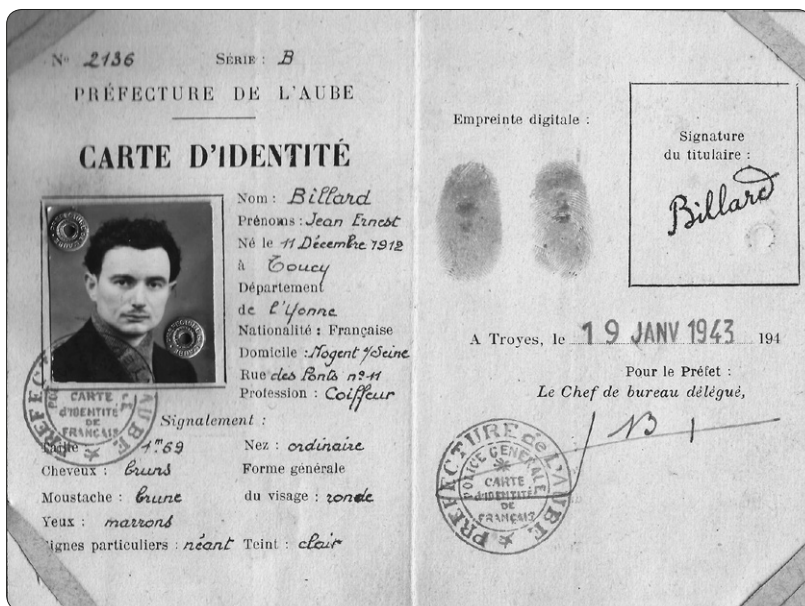
Revenu dans l'Yonne, à Saint-Privé, le danger reste fort : « Un certain jeudi de mars 44, deux de nos camarades, Raveau et Bussière, commirent l'imprudenc e de se rendre à la foire de Saint-Fargeau (...) Un commerçant pro-nazi (...) les dénonça à la gendarmerie locale. En un clin d'œil, ils furent arrêtés publiquement et comme ils cherchaient à esquiver, en se protégeant avec le parabellum qu'ils portaient sur eux, ils furent terrassés par la foule. Peu de temps après, l'adjudant de gendarmerie téléphonait à Joigny et faisait son rapport. (...) Apprenant cette nouvelle, (...) nous encerclâmes l'établissement. Je sommai l'adjudant de se présenter à moi. Il vint, blême de peur (...). Reconnaisant qu'il avait affaire à la « vraie résistance, » il retéléphona à son supérieur hiérarchique pour arranger l'affaire. Il avait surtout peur que nous lui percions la paillasse. (...) À la brune, afin qu'aucun curieux ne le vît, il relâcha nos camarades. »

Des confirmations et des interrogations

Le récit de Robert est très souvent précis, daté et appuyé sur des documents d'époque. Il est souvent corroboré par d'autres témoignages, comme ceux qui ont servi de sources à l'ouvrage de l'historien J.C. Martinet²⁸. Il confirme donc plusieurs épisodes de la résistance nivernaise et consolide certaines hypothèses que les travaux de l'ARORY ont dégagées dans le cadre icaunais. Le noyautage de l'état-major

Dessin de mémoire de la planque de Prunevaux, au sud de Prémer y et au nord de Nevers (arch. privées de Mme Prévotat).





Fausse carte d'identité de Robert quand il était à La Châtre (arch. privées de Mme Prévotat).

CMN au nom des FTP. Il l'explique lui-même par les circonstances malheureuses qui l'ont privé de sa fonction de COIR à la 19^e Interrégion³², après la réunion du Comité national des FTP³³ du 15 avril 1944. De retour dans l'Yonne, il déclare que le colonel Claude du Comité national le confirme dans ses fonctions auprès de l'état-major FFI : « (...) En attendant, puisque la chose était fructueuse aux FTP, il me chargeait de rester aux états-majors FFI Yonne-Nièvre et de m'occuper au maximum de parachutages et de répartition d'armes pour les camarades de ces deux départements. (...) Sans perdre de temps, je me tournai vers l'Yonne. Je cherchai des terrains (...) et en fournis moi-même les coordonnées. Ayant alors avisé Max et Yvon (le

nouveau commandant FTP de l'Yonne), je fis par cinq avions pleuvoir à Volvent des armes pour mes camarades. »

Dans son dernier ouvrage³⁴, Robert Bailly évoque ce parachutage dont le message de la BBC serait « *Le laquais du roi a des boutons dorés* » mais affirme que c'est Gaston Chavanne qui l'a obtenu de Londres, par l'intermédiaire du PC Chevreuil à Ponceau-Charbuy³⁵. Les containers, contenant surtout des tenues militaires et très peu d'armes, sont réceptionnés, dit-il, près de Diges par les hommes de Chavanne et par le commandant « Max ». Il ne cite pas Robert Genet, qui ne donne dans son texte aucune date précise pour ce parachutage.

Dans un rapport adressé au Comité français de la libération nationale³⁶ et certainement rédigé par Robert, la recherche d'armes est déjà une inquiétude et une revendication dès le début de l'année 1944. Après avoir rappelé l'ensemble des actions de déraillement et de sabotage réalisé par le groupe 207, Robert écrit : « (...) Ce n'est pas avec un 6-35 de récupération ou un Lebel sans munitions qu'un groupe de combat tel que le nôtre peut soutenir la lutte et assurer sa défense. (...) Nous proposons le remède que voici : Que le matériel destiné aux coups de main (revolver, grenade, mitraillette, fusil-mitrailleur, explosifs etc.) soit parachuté et distribué rapidement à des groupes aptes à s'en servir, c'est-à-dire à des Francs-Tireurs. »

À partir du mois d'août 1944, Robert assume en tous cas sa fonction d'interrégional FTP auprès de l'état-major, est en relation avec l'état-major FTP de l'Yonne et lui déclare clairement prendre la direction de la compagnie Dumont. Dans un brouillon de lettre titré « Rapport du COIR Robert au commandant Yvon » et envoyé à ce dernier basé à Monéteau, le doute n'est plus permis : « (...) Sur la base de nos entretiens à l'état-major FFI, j'ai obtenu du commandant Chevrier (...) mon PC à l'état-major, tout en conservant les points de chute connus de « Max » (...). Une note (...) a été envoyée au capitaine Georges (départemental maquis), au capitaine Mic³⁷(départemental BOA) et au commandant « Defoé »

FFI par des membres du Parti communiste est ici patent. Robert, qui est un grand témoin de l'installation de l'état-major FFI, révèle aussi à quel point les organisations étaient perméables et imbriquées les unes les autres et à quel point elles fonctionnaient grâce à un réseau relationnel et familial. Au printemps 1944, Toucy est un « centre d'accueil » animé par la famille Genet²⁹.

Le récit de Robert fait remonter l'arrivée des responsables du National Maquis au début du mois d'avril et témoigne d'une installation précoce des états-majors. Le journal semble plus partial lorsque Robert présente sa fonction à l'état-major FFI : « *Le commandant Chevrier de l'OCM [Organisation civile et militaire] fut en fin juillet 1944 désigné par Paris comme départemental FFI, en remplacement du Commandant Choupot. Mon frère étant son adjoint, les CER et CMR, Yvon et Max me demandèrent de prendre contact avec Chevrier. L'entrevue eut lieu au maquis de Merry-Vaux. Il fut convenu que j'assurerai officiellement la représentation FTP à l'état-major départemental.* »

Robert Loffroy contredit cette version dans ses mémoires³⁰, affirmant que la représentation FTP, au sein de l'état-major FFI, avait été confiée à cette même date à René Millereau, membre de l'état-major FTP de l'Yonne. Auparavant, Robert Genet écrit dans son journal : « *Je demandais à voir Millereau dit Max, le CER de l'Yonne. Il vint à ma planque de Châtre et avec « Bob » (Raveau) nous le conduisîmes à Saint-Marcel et le présentâmes à Cunin (commandant Georges), nouvel adjoint de Félicien (ce dernier étant absent). L'entrevue scella des contacts solides et profitables aux FTP (...) Je profitai de la venue de Max pour obtenir mon repêchage avec Paris. L'inter André qui montait à une réunion du centre me fixa un rencart à Migennes³¹.* »

Robert confirme la présence précoce dans l'Yonne d'Ancelet et de Cunin et leur relation avec les FTP de l'Yonne. Ce repêchage, fixé au mois d'avril, est possible sur le plan de la chronologie car « Max » était déjà CER. Mais Robert cherche aussi à justifier son rôle de haut responsable du

MÉMOIRES DE RÉSISTANT

(zone Nord)³⁸. (...) J'attache une très grande importance à la représentation FTP. J'estime qu'auprès des FFI une impression d'ordre de discipline et d'organisation sera d'un très gros poids dans la balance. (...) Parallèlement je considère que l'installation d'un détachement ou d'une compagnie modèle doit être faite dans cette région (...) [qui], gravitant dans le secteur de l'état-major, fera la preuve de notre travail et de notre discipline (...). Hier j'ai contacté le groupe Martial que nous venons d'armer, le groupe Robert a été également touché et la fusion est faite (...). J'estime qu'avec une très légère épuration nous avons la compagnie d'élite souhaitée.»

S'il est plausible de penser que Robert ait pu exagérer son influence auprès de Sadoul, il l'est beaucoup moins de croire que « Max » et « Yvon » n'aient pas eu de relations avec Robert Genet et n'aient rien su de ses intentions. Robert, qui se pose en supérieur hiérarchique, est alors commandant des FTP de la Nièvre depuis sa nomination du 14 juillet 1944. Or Robert Genet est un oublié de l'histoire communiste de l'Yonne et son rôle à l'été 1944 y a été vraisemblablement minimisé, à commencer par celui qu'il a joué à la compagnie Dumont.

Dans ses Mémoires³⁹, Robert Loffroy, membre de la direction FTP de l'Yonne, revient sur son expérience de recruteur qui lui a donné une bonne connaissance des maquis FTP. Il a participé aussi à la constitution des compagnies FTP en tant que CER et se plaint de l'indiscipline des maquisards de cette compagnie, lors de son inspection de février 1944 : « Ils barraient la route de Saint-Sauveur pour arrêter les réquisitions de chevaux, attaquaient les mairies pour soustraire et détruire les fichiers du STO, prélevaient les titres d'alimentation, le tout au milieu des coups de revolver partant dans tous les azimuts. (...) Leur chef, Robert Armand, n'était pas le moins téméraire. Ces scènes de western ne passaient pas inaperçues et inquiétaient vivement une population qui n'ignorait rien de l'existence et de l'activité du groupe Chavanne. Moi-même, j'étais fort inquiet de ce comportement qui ne cadrait pas avec les instructions données aux FTP (...) Le groupe grossi prenait la valeur d'un détachement, auquel je donnais le nom de Jean-Jaurès. En juin, il allait être la formation de base de la compagnie Pierre Dumont. »

De son côté, Robert affirme commander les chefs de groupe, déclare avoir armé la compagnie et en revendique même la formation technique, dispensée par son adjoint Raveau : « Aux premiers jours d'avril aux Brots, j'entrai en relation avec Armand Robert et Charmant qui dirigeaient le détachement FTP Pierre Dumont (...). Ce détachement gravitait à Diges en semi-légal. Chavanne et Benard en étaient les chefs véritables. Ils avaient de très petits moyens matériels et se bornaient à quelques opérations répressives et d'épuration. Je leur donnai l'ordre de s'organiser en maquis et de recruter immédiatement tous les camarades et les jeunes sédentaires patriotes du secteur. Ceci fait, je fis, grâce à Félicien, pleuvoir sur eux une avalanche d'armes, de munitions et d'explosifs. (...). Nous allâmes jusqu'en forêt de Frétoy en chercher en camionnette ».

Le commandement de la compagnie posait en tous cas

problème à la direction des FTP et le rôle « occulte » de Robert semble en être la cause. En témoigne la succession sur place de plusieurs responsables de l'état-major FTP : d'abord « Dany »⁴⁰, envoyé enquêter au lendemain du 6 juillet 1944, puis Guy Garoche, à partir du 15 juillet, mais aussi Benjamin Lemaitre et Émile Ousset. Dans ses mémoires⁴¹, Guy Garoche se plaint de l'envoi de ces deux hommes, craignant qu'ils ne ruinent son autorité. Robert Loffroy reconnaît ces difficultés et laisse entendre que la compagnie, malgré Garoche, n'a pas encore trouvé son chef : « Il avait, de sa propre autorité, pris le commandement de la compagnie Pierre Dumont, dont la charpente était le turbulent détachement Jean-Jaurès de Diges. Il avait, sans le savoir, évincé le capitaine Pot, un officier de réserve auquel nous avions décidé de confier le commandement de cette unité. » Robert Loffroy n'est pas, semble-t-il, retourné inspecter en personne cette compagnie et argue d'un problème de discipline, ce qui était courant dans les maquis. A-t-il ignoré la présence de Robert ?

Celui-ci revendique en tous cas la concentration des maquisards au château d'Arthé : « Brusquement le 18 août 1944, au soir, je décidai l'occupation de Toucy. (...) Ce qui

« Brusquement le 18 août 1944, au soir, je décidai l'occupation de Toucy. (...) Ce qui me détermina à cette brutale décision fut moins un problème tactique que nous savions résoudre qu'une certaine position de prestige. »

me détermina à cette brutale décision fut moins un problème tactique que nous savions résoudre qu'une certaine position de prestige. En effet le nouveau départemental FFI (bien différent en cela de l'ex commandant Choupot) nourrissait à l'écart des FTP des préventions volontairement défavorables. (...) Je voulais lui montrer que nous savions agir et même lui couper l'herbe sous le pied car avec son maquis, il s'était réservé la place de Toucy en premier objectif. Le 19 au matin, je donnai l'ordre à Robert Armand de fusionner tous les groupes (détachement Robert, détachement Martial, groupes Guérinot, sédentaires de Diges, Sauilly, Parly (...) et de rassembler toute la compagnie au nord de Toucy au château d'Arthé. (...) À l'arrivée il n'y eut pas de bagarre : les Allemands qui se trouvaient en ville se rendirent sans difficulté (...) Une foule enthousiaste nous accompagnait tout au long des rues, des drapeaux flottaient aux fenêtres mais la position avancée restait malgré tout périlleuse. (...) Tout cela avait mis fort en colère le départemental FFI Chevrier. (...) Il apparut brusquement à mon PC le lendemain après-midi [21 août] (...) et m'ordonna de quitter la ville (...). »

Dans son récit de la libération de Toucy⁴², Robert Bailly cite plusieurs fois le nom de Robert Genet mais sans lui donner son « grade » précis ; il en fait un des « trois chefs FTP », avec Émile Ousset et Jean Déon, qui figurent au PC de la mairie de Toucy. Mais Bailly ne précise pas clairement la respon-

sabilité de Robert dans la libération de Toucy : « *Le 21 août la compagnie Dumont libère Toucy et y installe son maire de la Résistance : Émile Genet (...). C'est à la demande d'Émile Genet que les FTP se retirèrent de la ville. (...) Son fils, notre camarade Robert, accéda volontiers à cette demande.* » Ce demi-aveu prend un autre sens, à la lecture d'une phrase anodine, écrite une trentaine de pages avant le récit de la libération : « *Le CMR⁴³ nomme Émile Ousset comme commandant de la compagnie Dumont qui reçoit de Robert Genet l'ordre de libérer Toucy⁴⁴.* » Dans ses Mémoires, Robert Loffroy propose une autre version, selon laquelle le capitaine Pot remplace Garoche⁴⁵, après son arrestation et son évasion du 20 août. Son récit n'évoque pas la libération de Toucy. Les récits des « historiens communistes » R. Bailly et R. Loffroy ont, semble-t-il, édulcoré, pour ne pas dire occulté le rôle de Robert Genet dans la résistance toucy-coise. Le silence de Robert Loffroy, chroniqueur fiable au demeurant, laisse perplexe. Robert Genet gênait-il les communistes qui ne tenaient pas à rappeler l'échec de Toucy, après celui plus violent de la libération de Tonnerre par la compagnie FTP Rouget de Lisle⁴⁶ ? Sa mort prématurée et son éloignement du théâtre icaunais dès 1945 expliquent partiellement ces oublis et font réfléchir l'historien sur la portée du témoignage.

Le journal de Robert Genet, surgi du passé, est une source riche et précieuse qui relance la recherche, entre autres thèmes, sur l'identification de nombreux résistants, notamment les responsables interrégionaux. Il révèle aussi l'influence insoupçonnée d'un haut responsable communiste, qui de prime abord peut sembler souterraine. La vérité est sans doute plus complexe. L'histoire de la Résistance icaunaise, d'abord écrite dans l'Yonne par des communistes, a souvent mis en avant l'organisation et la structure hiérarchique des FTP. Le journal, et c'est l'un de ses intérêts, nous apprend que la réalité était moins simple et que des conflits ne pouvaient manquer d'apparaître entre responsables interrégionaux et régionaux (départementaux). L'hypothèse d'une rivalité opposant Robert à « Max » et à « Yvon » n'est pas à rejeter. Plusieurs questions restent posées. Qui était le véritable représentant FTP auprès de l'état-major FFI ? Robert a-t-il utilisé de son autorité hiérarchique pour s'imposer à « Max » et à « Yvon » ? Après la Libération et face au silence de Robert, ces derniers ont-ils grandi leur rôle à son détriment ? Celui-ci a-t-il exagéré son rôle auprès de l'état-major FFI ? Que savaient R. Bailly et R. Loffroy ? Il est aujourd'hui bien difficile de répondre...•

Notes

1. Les sources principales : Cédérom ARORY, *La Résistance dans l'Yonne*, 2004 ; C. Delasselle, J. Drogland, F. Gand, T. Roblin, J. Rolley, *Un département dans la guerre 1939-1945*, éd. Tiresias, 2007 ; J.C. Martinet, *Histoire de l'Occupation et de la Résistance dans la Nièvre : 1940-1944*, éd. Delayance, 1978 (réédition Éd. universitaires de Dijon, 2015) ; F. Gand, *Les frères André et Robert Genet : les destinées croisées de deux Toucycois dans la Résistance (d'après les Mémoires posthumes de R. Genet)*, BSSHNY, tome 153, années 2013-5/3. Dossiers Emile, André et Robert Genet, SHAT,

GR 16P 250262, 16P 250248, 16P 250313.

2. Fondé à l'automne 1940, le groupe de la Charité réunit Bouy, les frères André et Raymond Barbier, Raymond Boyau et Jacques Dupré. Il est organisé par Camille Baynac, l'un des secrétaires nationaux de la Jeunesse communiste (Martinet, op.cit. p 56-7).

3. Arrêté le 7 novembre 1941 (Martinet, op.cit. p 78) avec d'autres membres de la Jeunesse communiste.

4. Robert le distingue bien de Roland Champenier. Il s'agit peut-être de Georges Carroué, qui fut interrégional des Jeunesses communistes dans la Nièvre.

5. Allusion au troisième maquis FTP de la Nièvre, constitué en avril 1943 et basé à Sauvigny-les-Bois. Il réunissait Jean Duprilot (« Jacky »), Raveau (« Bob ») et Léon Wasik (« Bébert »). (Martinet, op.cit. p 141).

6. Le maquis de Raymond Petit à Sauvigny-les-Bois (appelé Marnier par Robert Genet), le groupe Bata à Imphy, le groupe de Beaumont ou de la Fontaine-du-Bois (chef Marcel Henry) et le groupe Marcel Candré à Beffes.

7. Le SRMAN, créé en 1942, renforce l'action des brigades spéciales de la Préfecture de police de Paris. Voir Jean-Marc Berlière, *Policiers français sous l'Occupation*, éd Perrin, 2001 (Tempus, 2009)

8. Tout département (appelé région) est englobé dans une interrégion, qui en rassemble plusieurs. À ces deux échelons figure un triangle de direction, formé par trois chefs FTP appelés commissaires. Chacun a sa spécialité : Commissaire aux effectifs (CE), aux opérations (CO) et à la technique (CT). On ajoute un R pour la Région et un IR pour l'Interrégion. Ex. CE-R ou CE-IR.

9. D'après Robert Genet : Leblond (« Géo »), Bussière (« Rémi »), Lepetit (« René »), Séverin, Raveau (« Bob ») et Beauger. Voir dans Martinet, op.cit., le récit de cette évasion (p. 214-215 de la nouvelle édition de 2015).

10. L'attaque du 20 novembre est confirmée par J.C.Martinet (op.cit. p 142) qui précise que deux autres groupes sont constitués, l'un restant dans la région de Beffes et l'autre gagnant Sancerre.

11. Le groupe qui a « volé » le cuivre confisqué par les Allemands, dans la nuit du 29 au 30 septembre 1943, a été victime d'une dénonciation. François, Bombert et Pesant sont fusillés le 13 novembre suivant, au champ de tir d'Égriselles-Venoy ; Alix Champlon est fusillé à Dijon le 26 novembre.

12. Le 15 décembre 1943, André prospecte les emplacements de maquis avec deux étudiants que la direction parisienne du mouvement lui envoie : Robert Tixier dit Raymond Dupuis et Roger Vacherot dit Marcel Bertrand.

13. Saône-et-Loire, Jura, Côte-d'Or, Yonne, Aube et Haute-Marne.

14. Également membre des FTP de l'Aube ; il est l'un des fondateurs du maquis du Vignot, près de Trainel.

15. Jean-Paul Allard est d'abord l'agent de liaison de Bernard Cunin avant de rejoindre « Chevrier ».

16. Ces quatre hommes sont originaires de l'Aube et ont été recrutés par « Félicien » pour étoffer le National Maquis : « Jacques » est Jacques Jeanny, « Dédé » est André Pautras. Le 4 juillet 1944, ils sont arrêtés avec « Félicien » au PC de Saint-Marcel. Pautras est exécuté le 20 août 1944 à Saint-Georges-sur-Baulche, Ancel et Jeanny, ainsi que le commandant Choupot, le 21 août, près de Daix, en Côte-d'Or. « Slim » et « Titin » sont sans doute les Troyens Louis Robert, brigadier de police et Colin, employé à la Trésorerie.

17. Cette consigne d'insurrection nationale, lancée par le Parti communiste au lendemain du Débarquement, et appliquée en forêt d'Othe, Auxerrois et Tonnerrois, à Guerchy, Diges, Pourrain, Brion, Arces, Villechétive, etc., est un échec qui a fait courir aux populations le risque de représailles allemandes. Cet épisode à États nous est inconnu.

18. « Romain » désigne Alain Grout de Beaufort, mieux connu sous le pseudonyme de « Pair », qui est responsable du BOA pour l'ensemble de la zone nord. Il travaillait étroitement avec « Jarry ».

MÉMOIRES DE RÉSISTANT

19. Fayel de Chézelles (« Crespin ») est chef interdépartemental FFI (régions P2 et P3) ; il est bien présent dans l'Yonne au printemps 1944. Le commandant Choupot l'a mis en relation avec le résistant sénonais Henri Cronier qui l'héberge d'ailleurs quelques temps. Robert rejoindra son état-major après la Libération.

20. Certains de ces événements sont confirmés par des rapports de gendarmerie (Arch. dép. Yonne, 1W 123), notamment ceux qui se déroulent à Toucy : pillage d'une maison du hameau de Champeau et démission du maire de Toucy, Maxime Boizanté, les 10 et 11 août 1944. L'identité des auteurs n'est pas mentionnée.

21. Le 7 août 1944, Charles Guy (« Yvon ») est promu chef du Comité militaire régional (CMR) des FTP, sur ordre de Lucien Prost, le responsable du PCF dans l'Yonne. Il devient le commandant départemental des FTP jusqu'à la Libération puis sera ensuite celui des FFI.

22. Ce journal manuscrit, titré *Résistance*, est inédit et nous a été gracieusement prêté par Mme M. Prévotat, la nièce de Robert, grâce à l'entremise amicale de Camille Pellet.

23. Paru en plusieurs épisodes dans le Bulletin du Vieux Toucy, numéros 15, 18, 21 et 24 des années 1966-67-68 et 69.

24. Le 26 juin. Le procès des 31 tortionnaires de Nevers eut lieu devant la cour de justice de la Seine, en juin 1946.

25. Le 4 mars 1945, victime d'un accident de chasse.

26. Mme Prévotat y a ajouté quelques fiches (obsèques de son oncle Robert, de son grand-père Émile, inauguration de la place des frères Genet à Toucy) et a finalement titré ce journal *Famille Genet*.

27. Après leur arrestation en décembre 1943, « Tonio » et Fernandez font des aveux sous la torture et sont fusillés à Bourges en janvier 1944.

28. Dont le récit *Un an chez les partisans nivernais*, publié dans le bulletin du Vieux Toucy, cité dans les sources p. 176.

29. Les hauts responsables Ancel, Choupot, Sadoul... sont souvent hébergés par Émile Genet ou sont logés à l'hôtel-restaurant Picard « À la ville d'Auxerre », l'une des bases logistiques du National Maquis. Le rôle tenu par Émile Genet était connu par la population. D'abord nommé maire provisoire par le Comité local de Libération de Toucy le 17 octobre 1944, alors qu'il est déjà membre des Comités cantonal et départemental de Libération, il est élu maire de Toucy au printemps 1945.

30. Robert Loffroy, *Mémoires d'un résistant et militant*

communiste de l'Yonne, éd. ARORY, 2014, p 289.

31. Encore malade, au début d'avril 1944, Robert ne put s'y rendre.

32. Doubs, Haute-Saône, Vosges, Meurthe-et-Moselle et Meuse.

33. À Sartrouville, Robert retrouve l'interrégional de la région 21 « Germain », sans doute François Grillot, qui fut auparavant Commissaire aux opérations dans l'Yonne. Il est nommé COIR par René Camphin, le colonel Baudoin, aux côtés du Colonel Laurent (CEIR) et du Colonel Cazin (CTIR). Mais le lendemain, au rendez-vous de la Porte d'Italie, personne ne se présente, malgré les raccrochages.

34. Robert Bailly, *Si la Résistance m'était contée...*, éd. ANACR-YONNE, 1990.

35. D'après nos connaissances, cette entente est plausible et contredirait le récit de Robert Genet. Jean-Louis Antier (« Chevreuil ») est affilié au réseau Jean-Marie Buckmaster implanté dans l'Aillantais. Il rejoint à la mi-août 1944 le PC du réseau Jean Marie, situé à Sommeceaise.

36. Le CFLN est le futur GPRF et désigne la résistance gaulliste. Nous ignorons par quel contact Robert a transmis ce rapport.

37. Michel Paillier (« Mic »), professeur de mathématiques à Paris, est nommé à ce poste par « Pair ».

38. « Defoé » était sous l'autorité de Favereau, le responsable pour la zone Nord du Service national Maquis.

39. Robert Loffroy, *Mémoires d'un résistant...*, op cit., p. 208-209

40. André Dessèvre, COR adjoint, procède à des interrogatoires et fait exécuter deux hommes du hameau de Chasseigne, près d'Escamps, accusés de collaboration. Il sera rapidement relevé de ses responsabilités.

41. Guy Garoche, *Bille en tête*, éd. Henri Pinson, 1992.

42. Robert Bailly, *Si la Résistance m'était contée...* op. cit. p 470.

43. Comité militaire régional : état-major départemental FTP.

44. Robert Bailly, op. cit, p 435.

45. Guy Garoche, qui n'est pas communiste bien que membre de la direction FTP, ne parle pas de Robert Genet dans son ouvrage.

46. La seconde compagnie Rouget de Lisle a entaché la mémoire de la résistance communiste à plusieurs titres. Partie libérer Tonnerre, située dans le secteur de Libération-Nord, contre la décision de l'état-major FFI, elle a fait exécuter le 26 août au matin sept déserteurs allemands et a mis en péril la ville en accrochant une colonne allemande au sud de Tonnerre. Les Allemands ont investi la ville et, apprenant l'exécution du matin, ont pris de nombreux otages. Un bain de sang et un incendie ont été évités de justesse.

“Histoire du sabotage. De la CGT à la Résistance” de Sébastien Albertelli

- par JOËL DROGLAND -

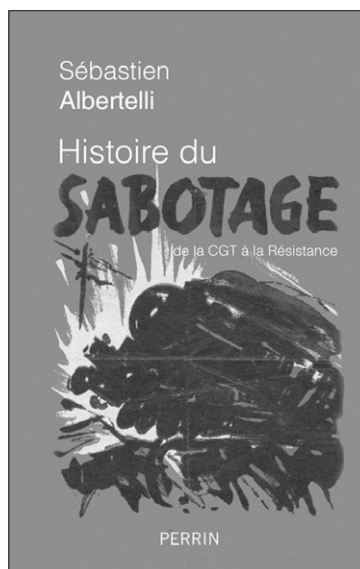
Sébastien Albertelli est un jeune historien, auteur d'une thèse de référence, *Les Services secrets du général de Gaulle, le BCRA 1940-1944*, publiée chez Perrin en 2009. Puisant à des sources françaises et étrangères exhaustives et impressionnantes, l'ouvrage proposait la première histoire complète du BCRA, Bureau central de renseignement et d'action. Trois ans plus tard, il publiait une version simplifiée et illustrée de cette étude magistrale, sous le titre, *Les services secrets de la France Libre. Le bras armé du général de Gaulle*.

Le BCRA étant un service de renseignement et d'action, il était souvent question dans ces deux ouvrages de parachutages d'armes, de sabotages et de saboteurs envoyés en mission en France. Sébastien Albertelli a choisi d'approfondir l'étude dans cette direction, d'autant plus qu'il n'existait pas à ce jour d'histoire du sabotage. Sa puissance de travail a fait le reste, et il nous propose aujourd'hui une étude très approfondie du sabotage en France (avec des prolongements en Allemagne et au Royaume-Uni), de ses origines politico-syndicales dans les deux dernières décennies du XIXe siècle, jusqu'aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Une fois encore la richesse et l'originalité des sources sont remarquables, qu'il s'agisse de documents d'archives, d'ouvrages spécialisés ou d'articles, en français et en anglais.

La première synthèse historique globale sur le sabotage

L'ouvrage traite d'abord des origines syndicales du sabotage (travail volontairement mal fait), d'abord envisagé comme un moyen de lutte de la classe ouvrière ; puis il montre le glissement du sabotage du domaine de la lutte syndicale à celui du combat militaire, faisant le point sur la question du sabotage de la mobilisation en 1914.

Il traite ensuite du sabotage durant la Première Guerre mondiale, côté allemand et côté français, avant d'aborder l'entre-deux-guerres (un chapitre est consacré à la question des communistes et du sabotage). La majeure partie du livre est consacrée au sabotage durant la Seconde Guerre mondiale, couvrant tous ses aspects : pratiques, humains,



politiques, stratégiques etc. Un compte-rendu complet de cet ouvrage étant proposé sur notre site, je me limiterai ici à évoquer ce qui concerne cette période.

Du sabotage ouvrier au sabotage résistant

Si la Seconde Guerre mondiale n'est pas fondatrice en matière de sabotage, elle en constitue une étape décisive dans son histoire. Le sabotage devient l'une des actions les plus impressionnantes et les plus connues des résistants français et européens. « *Les résistants capitalisent sur un imaginaire subversif qui s'est ancré au fil des décennies précédentes et il fonde une expérience.* » Les résistants et les services londoniens y consacrent des moyens importants et obligent l'occupant à déployer à son tour de coûteux dispositifs de protection. L'auteur montre que les syndicalistes résistants ont assuré le lien avec une certaine tradition du sabotage ouvrier dans la pratique de ce que l'on appelle le « sabotage insaisissable », présenté comme une manière efficace de faire la guerre : freinage de la production, négligence dans le travail de manière à provoquer des malfaçons imperceptibles, adjonction d'acide, de sable ou d'émeri dans les systèmes de lubrification etc.

Mais dès 1940 le sabotage ne se limite pas à sa dimension insaisissable, il revêt une forme violente et s'impose comme l'un des éléments majeurs de la lutte armée. Les sabotages se multiplient dès l'été 1941, après que le Parti communiste soit entré vraiment dans la résistance, visant les voies ferrées, les infrastructures économiques, les mines et les pylônes des lignes à haute tension. Les mouvements de résistance non-communiste ont encore plus de difficultés que le Parti à recruter des saboteurs et la plupart des sabotages sont l'œuvre d'une toute petite minorité. Pendant longtemps il s'agit d'ailleurs davantage de tentatives de sabotage que de sabotages, tant les échecs sont nombreux. Il n'en demeure pas moins que les sabotages stimulent un glissement de l'ensemble des résistants vers la lutte armée, glissement accéléré par les liens noués avec les services et les autorités qui, à Londres, font figurer le sabotage en bonne place dans leurs plans.

LIRE

Avec la création du SOE, les Britanniques font entrer le sabotage dans l'âge industriel

C'est la création par Winston Churchill en 1940 du *Special Operations Executive* qui fait entrer le sabotage dans une ère nouvelle. Le projet consiste à concentrer tous les moyens de subversion entre les mains d'une seule organisation qui aura pour objectif de « *mettre le feu à l'Europe* ». Au fil des années, le SOE devient une organisation mondiale qui compte plus de 13 000 personnes au milieu de l'été 1944, et qui fait « *entrer le sabotage dans l'âge industriel en plaçant cette arme sous le triple signe de l'innovation, de la professionnalisation et de la production de masse* ».

Ses services développent de nombreux engins à l'usage des saboteurs : le plastic qui se manipule aussi aisément que de la pâte à modeler et qui simplifie le travail des saboteurs, la mise au point de petites charges aimantées, de crayons allumeurs, de matériels particuliers pour le sabotage des voies ferrées, etc. Les Britanniques font également preuve d'inventivité dans les techniques et les procédures de parachutage d'armes et de munitions : 74 000 containers et 20 000 paquets furent envoyés en France pour un total de plus de 10 000 tonnes de matériel (dont il est vrai 94 % n'arrivera qu'en 1944). Le SOE considère que le saboteur doit être un spécialiste, il crée des écoles de sabotage, assurant la formation de saboteurs français. Les saboteurs ont des cibles militaires et stratégiques : installations pétrolières, bases sous-marines, bases aériennes, sites de lancement d'armes nouvelles allemandes (V1 et V2), réseaux de transport, usines travaillant pour la machine de guerre allemande. Des missions sont parachutées avec des objectifs très précis, des réseaux sont constitués, et progressivement s'imposent des opérations ayant pour objectif de travailler à une préparation du débarquement qui aura lieu sur les côtes françaises.

Les diplomates du *Foreign Office* ont toujours éprouvé une véritable aversion pour le sabotage, source de complication dans leur travail, surtout lorsqu'il implique des pays neutres. Les relations du SOE avec les diplomates ne furent donc pas bonnes. Elles ne furent pas faciles non plus avec les dirigeants de la RAF et du *Bomber Command*.

Le SOE plaide sans relâche pour que les Alliés évitent d'infliger des souffrances excessives à la population française et de menacer les installations dont la destruction aurait de graves répercussions sur la vie française après la guerre. Les sabotages seraient plus efficaces que les bombardements. Sans être totalement insensibles à ce point de vue, les aviateurs ne veulent en aucune façon voir diminuer leurs activités au profit du sabotage. Les Alliés comptent davantage sur l'aviation que sur le sabotage pour entraver la circulation des trains allemands.

Les saboteurs de la France libre, ceux de la résistance intérieure, et ceux des missions spéciales

Pour le général de Gaulle et la France libre, le sabotage peut être l'un des moyens d'agir en métropole, de poursuivre la lutte contre l'occupant, et de montrer qu'il existe une résistance française qui reconnaît le général de Gaulle. Les

Les diplomates du *Foreign Office* ont toujours éprouvé une véritable aversion pour le sabotage, source de complication dans leur travail.

services secrets de la France libre ont besoin des moyens logistiques du SOE, qui a lui-même besoin des volontaires français pour former des saboteurs.

Les relations entre la France libre et les Britanniques sont tendues : ces derniers entendent utiliser les hommes et les contacts du mouvement gaulliste tout en contrôlant étroitement son activité en France, tandis que le général de Gaulle n'autorise l'utilisation de ses hommes que dans le cadre d'un accord global qui ferait de lui un partenaire à part entière.

La coopération des deux services va cependant s'avérer fructueuse. Plusieurs missions de sabotages sont envoyées en France, composées de dizaines de saboteurs de la France libre formés dans les écoles britanniques du SOE. S. Albertelli connaît parfaitement les archives du BCRA, ce qui lui permet de présenter de manière synthétique, mais concrète et précise les saboteurs de la France libre : leurs origines, leur formation dans les écoles du SOE, leurs missions, leurs caractéristiques personnelles et sociologiques, leurs difficultés et leur grandeur, leur lourd bilan : 17 % sont morts pendant la guerre, onze saboteurs furent honorés par le général de Gaulle comme Compagnon de la libération.

Si les saboteurs des services britanniques et du BCRA sont l'objet de très solides développements, l'auteur ne néglige pas pour autant les « sabotages de masse », c'est-à-dire tous ceux qui sont réalisés par les innombrables groupes de la résistance intérieure, particulièrement en 1943, davantage encore en 1944.

Beaucoup d'entre eux s'inscrivent dans le cadre des plans élaborés à Londres pour la préparation du débarquement (plan Vert de sabotage des voies ferrées, plan Violet de sabotage des infrastructures télégraphiques et téléphoniques, plan Bleu de sabotage des infrastructures électriques, plan Tortue visant à retarder l'arrivée des divisions blindées en renfort vers les plages du Débarquement). Ils sont effectués par diverses organisations, les FTP, les groupes francs, les maquis.

Dans les opérations de libération du territoire interviennent des forces spéciales parachutées pour soutenir et encadrer la résistance française : les SAS (de petites unités de commando) et les missions Jedburgh (73 équipes de trois hommes dont l'un au moins est français et l'autre opérateur radio) dont le sabotage n'est que l'un des aspects de leur mission. L'entrée en action des forces spéciales en France modifie la nature du sabotage, car elles ne sont pas composées d'agents clandestins mais de soldats qui servent en uniforme. Le sabotage sort donc du domaine de l'action clandestine. « *La lutte clandestine cède le pas à une forme de combat ouvert dans laquelle la place du sabotage s'estompe à mesure que l'affrontement direct, fut-il conduit dans le cadre de la guérilla, se généralise* ».

Une évaluation méthodique et nuancée de l'efficacité du sabotage

Le chapitre qui a pour objectif d'évaluer l'impact du sabotage est particulièrement argumenté, intéressant et nuancé. Il porte à la fois sur les faits, sur les sources, sur les auteurs de ces sources et sur leurs intentions. Il est donc aussi une sorte de modèle de critique des sources.

Pendant la guerre, le sabotage est évalué d'abord par les saboteurs, puis par les responsables des organisations auxquels ils appartiennent, et enfin par les autorités auprès desquelles ces organisations sollicitent les moyens de leur action. Ces évaluations sont difficiles à manier car elles sont souvent biaisées par les stratégies de communication. Les saboteurs ont tendance à surévaluer très fortement l'efficacité de leur sabotage. Les rapports rédigés à Londres sont fortement conditionnés par le désir des autorités londonniennes de valoriser les résultats auprès des autorités alliées supérieures. L'historien doit donc plus que jamais croiser les sources et il est inexorablement conduit à revoir à la baisse les résultats. Une méthode historique rigoureuse conduit ainsi l'auteur à affirmer que « *le sabotage n'a pas permis de diminuer substantiellement le potentiel industriel français mis au service de la machine de guerre allemande* ». Que les sabotages soient moins destructeurs et moins meurtriers que les bombardements ne signifie pas qu'ils ont plus efficacement entravé la production industrielle. De même, les mots du général Eisenhower affirmant la grande efficacité militaire de la résistance française doivent-ils être replacés dans leur contexte diplomatique, et cette efficacité militaire ne doit pas être surévaluée.

« Saboter, c'est résister » : la dimension existentielle du sabotage résistant

Que le sabotage n'ait eu qu'une très relative efficacité économique et militaire ne signifie pas pour autant qu'il n'en ait eu aucune : « *La volonté de contribuer efficacement à la victoire militaire alliée et la conviction de pouvoir le faire n'épuise toutefois pas le projet résistant. Dans ce combat, toute action renferme une dimension proprement existentielle (...) Chaque sabotage est ainsi la manifestation d'une volonté de résister. Dans cette perspective, on ne saurait déduire qu'un geste est inutile parce qu'il est modeste ou inefficace. Saboter, c'est résister, et il faut à toute force se garder d'une ironie facile : pour ceux qui font le choix intime de l'engagement, chaque geste a son importance et finalement, en terme d'intention, de préparation, d'exécution et de risques, un sabotage peu réussi n'est guère différent d'un autre plus directement efficace.* » •

Sébastien Albertelli, Histoire du sabotage. De la CGT à la Résistance, Perrin, 2016, 492 pages, 25 €.

Maquis 44, saison 4 !

- par THIERRY ROBLIN -

Les 17 et 18 juin 2016, l'ARORY organisait sa désormais célèbre « rando-animée » Maquis 44. Pour cette nouvelle édition, la randonnée, d'une distance de 4 kilomètres, avait pour cadre géographique Saint-Maurice-Thizouaille, village natal de Georges Manoury. Ce dernier, qui exerçait le métier de maréchal ferrant, est considéré dans l'Yonne comme un pionnier de la Résistance puisqu'il avait créé au cours de l'hiver 1941 un des premiers groupes de résistance. Il était donc pertinent qu'il soit le personnage central de cette 4^e saison de Maquis 44.



Maquis 44 propose une immersion dans l'Histoire...

Dès le début de la randonnée, le public était immergé dans l'histoire grâce aux nombreuses et imposantes affiches d'époque collées aux murs et grâce aux véhicules des années 40 qui circulaient dans les rues d'un village replongé dans l'Occupation. Une des premières scènes évoquait la naissance du groupe de résistance créé par Manoury. Sai-

L'ÉVÉNEMENT



Le temps de deux soirées, les randonneurs étaient plongés au cœur de la dure réalité de l'Occupation allemande (photos et affiches d'époque, Frédéric Joffre).

sisante de réalisme, elle était interprétée dans la cour de l'atelier du maréchal ferrant !

Si une grande partie des animations (scènes théâtralisées, lectures de témoignages) retraçaient le parcours du résistant Georges Manoury, ainsi que son retour de déportation du camp de Neuengamme¹, le public a pu aussi découvrir d'autres acteurs de la résistance aillantaise et icaunaise.

Citons par exemple une scène admirablement interprétée qui relatait le rôle de Cécile Lobry, originaire d'un village proche de Saint-Maurice-Thizouaille et cousine de Manoury. Cette dernière, avec l'aide d'André Ragot, médecin à Sens, dirigeait une filière d'évasion particulièrement active à Sens pendant 1943 et qui permettait aux réfractaires du STO (Service du Travail Obligatoire) de rejoindre l'Angleterre et la France Libre. Le choix de proposer la randonnée en soirée était aussi intéressant car il permettait, grâce aux éclairages de l'Yonne en Scène, de mettre en lumière le patrimoine local de Saint-Maurice-Thizouaille. Ainsi le public a pu découvrir le château, dont les annexes ont servi de cache d'armes pour le groupe Manoury, mais aussi l'étang pittoresque et la chapelle décorée par l'artiste aillantais Falcucci.

Cette ambiance nocturne était aussi propice à la projection de films d'archives évoquant des événements dont certains ont marqué les mémoires locales. Citons par exemple la projection, en toute fin de randonnée, du film de l'inauguration du monument d'Aillant-sur-Tholon dédié au résistant-déporté Pierre Argoud. Tout premier édifice de ce genre érigé dans l'Yonne, il s'agit là d'un élément constitutif de la construction de la Mémoire de la Déportation dans l'Yonne. Au final et à la surprise des organisateurs qui craignaient de devoir composer avec des conditions météorologiques peu favorables, Maquis 44 s'est déroulé, et ce pendant les deux soirs, dans une nuit douce et (presque) sèche ! Plus de 400 personnes ayant participé en famille et/ou entre amis, on peut donc dire que la 4^e saison de Maquis 44 est une réussite populaire !

... qui complète le devoir de Mémoire

Depuis 2013, date de l'organisation de la première de Maquis 44, le public est de plus en plus nombreux, au point que nous sommes obligés de limiter le nombre de participants pour des raisons de sécurité et de confort d'écoute.

Ce succès s'explique sans doute par la gratuité de la manifestation, gratuité assurée par les nombreux soutiens que compte Maquis 44². Cependant, il semble que le concept de Maquis 44 qui consiste à présenter l'histoire à partir d'animations aussi pédagogiques que dynamiques (mais pas ludiques !), et surtout incarnée, répond aux attentes d'un public toujours aussi sensible au devoir de Mémoire.

Ainsi, la lecture très émouvante d'un témoignage à la manière de Georges Pérec, qui évoquait la résistance de Marcelle David, nièce de Georges Manoury et agent de liaison pour le maquis sénonais Kléber, a profondément ému et surpris les spectateurs, lesquels ne s'attendaient certainement pas à voir s'extraire d'une Traction-avant d'époque, l'héroïne évoquée dans le dit témoignage !

Pour celles et ceux qui voudraient découvrir ou redécouvrir Maquis 44 saison 4, une projection publique du film (durée 45 mn) sera organisée le vendredi 25 novembre 2016, à 19 h, à la salle multi-activités d'Aillant-sur-Tholon. À cette occasion, le public pourra rencontrer et dialoguer avec les membres de l'équipe de Maquis 44, laquelle ne cesse d'augmenter puisqu'à ce jour Maquis 44 compte 70 personnes³ ! Cette projection devrait être aussi l'occasion d'évoquer aussi, autour du verre de l'amitié, les grandes lignes de la prochaine édition prévue pour juin 2017... •

Notes

1. Pour en savoir plus sur le parcours du résistant Georges Manoury et de ses proches, nous vous conseillons de consulter le site arory.com, afin de lire la brochure *Journal de Maquis 44*, 4^e saison, juin 2016.

2. Les organisateurs de Maquis 44 remercient la Communauté de Communes de l'Aillantais, le Souvenir Français, l'Agence Yonne-tourisme, France Bleu Auxerre, sans oublier les communes d'Aillant-sur-Tholon, de Saint-Maurice-Thizouaille et d'Auxerre, ainsi que les sociétés Paret, Raout et Campanile.

3. Les comédiens Ludovic Féménias et Sylvain Luquin, ainsi que Jean-Pascal Viault, directeur de l'Yonne en Scène, ont assuré la mise en scène des animations, Thierry Roblin s'occupant de toute la partie historique et administrative. Ont également participé aux animations :

Annick Berger, Nanou Bourgeois, Martine Dalert, Mado Oudin, Elisabeth Roblin, Quentin Grunty, Mathieu Dubois, Guillaume Dutoit, Yves Jambu, Alain Langlois, Ludovic Riou, Jacques Terraz, sans oublier les Rosalies de Bourgogne (soldats français et allemands), le CIP Guerchy-Laduz, les Vieilles Coquilles et l'ensemble des figurants et autres bénévoles, que nous remercions.